



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 168 – 24 JUILLET 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LA BM ET LE
FONDS POUR LES
TECHNOLOGIES
PROPRES
FINANCENT
L'ELECTRIFICATIO
N DANS 19 PAYS
D'AFRIQUE POUR
PRES DE 225 M
USD

COTE D'IVOIRE :
3EME EDITION
DU FORUM DE
LA DIASPORA

KENYA :
ARRESTATION DU
MINISTRE DES
FINANCES POUR
FAITS DE
CORRUPTION

SENEGAL : UNE
CROISSANCE DE
9,1% PREVUE
SUR LA PERIODE
2020-2022

GHANA : VISITE
DU MINISTRE DES
FINANCES AUX
DOUANES DU
PORT DE TEMA

BURUNDI :
ADOPTION DE LA
NOUVELLE
STRATEGIE PAYS DE
LA BANQUE
MONDIALE

UGANDA :
AUGMENTATION DE
L'AGE DE DEPART A
LA RETRAITE DES
FONCTIONNAIRES
DE 60 A 70 ANS

COTE D'IVOIRE : LE
PAYS SIGNE DES
CONTRATS
D'EXPLORATION
AVEC TOTAL ET ENI

LE CONGO-
BRAZZAVILLE DEVRAIT
BENEFICIER D'UN
APPUI BUDGETAIRE DE
PLUS DE 780 Mds
FCFA SUR TROIS ANS



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Nigéria : l'inflation atteint 11,2% en juin

D'après le Bureau national des statistiques (NBS), l'inflation s'est établie à +11,22% en juin (en glissement annuel), tirée principalement par la hausse des prix des biens alimentaires à +13,56%, alors que l'inflation sous-jacente calculée par le NBS, qui exclue les denrées alimentaires, considérées comme les plus volatiles, s'établissait à +8,8%. L'inflation marque donc un repli de 18 points de base par rapport au mois de mai 2019 et retrouve ainsi son niveau de juin 2018. Le taux directeur de la Banque centrale est fixé à 13,5% depuis mars 2019 et le niveau des réserves de change est stable depuis fin mai 2019, à 45,1 Mds USD. Depuis le début de l'année 2019, les réserves de change ont connu une hausse de +4,7%.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : fin de la suspension des ventes de Cacao pour la récolte 2020/2021

Après la suspension des ventes de cacao et conjointement avec la Côte d'Ivoire, COCOBOD a rouvert les ventes ghanéennes de cacao pour la récolte 2020/2021. La suspension faisait suite à la volonté commune des producteurs ivoiriens et ghanéens d'instaurer un prix planché pour le cacao à 2600 USD la tonne. COCOBOD a annoncé la mise en place d'un nouveau mécanisme de rémunération des producteurs : mise en place d'un Différentiel de Revenu Décent de 400 USD par tonne versé par les acheteurs à destination des producteurs lorsque le prix par tonne est inférieur à 2600 USD. Lorsque le prix sera supérieur à 2600 USD les surplus seront versés sur un fond de stabilisation afin d'être redistribués aux producteurs en cas de baisse des prix.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ 21^{ème} session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UEMOA

A l'issue de cette 21^{ème} session, le taux de prélèvement communautaire de solidarité (PCS) a été maintenu à 0,8% et le Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (CREPMF) a été érigé en Autorité de régulation (AREPMF). Concernant la future monnaie unique régionale « ECO », la Conférence a réaffirmé ses ambitions pour un démarrage en 2020 en privilégiant une approche graduelle, incluant progressivement les pays qui respectent les critères de convergence de la CEDEAO. Lors d'une conférence de presse en marge du sommet, Alassane Ouattara a déclaré que le taux de change de l'euro par rapport à l'ECO serait dans un premier temps le même que celui du Franc CFA (655,957).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ La BM et le Fonds pour les technologies propres financent l'électrification dans 19 pays d'Afrique pour près de 225 M USD

Le 20 juin, la BOAD a approuvé l'appui financier de la BM et du Fonds pour les technologies propres (CTF) pour la mise en œuvre du projet régional d'électrification hors réseau (ROGEP). Ainsi, le projet recevra un financement à hauteur de 150 M USD de la part de la BM, dont 10 M USD sous forme de dons, ainsi qu'un financement de 74,7 M USD du CTF, dont 7,5 M USD en subvention. Ce projet concerne tous les pays de l'UEMOA ainsi que le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée et la Mauritanie. A terme, il devrait fournir de l'électricité à environ 1,7 million de personnes, qui obtiendront des kits solaires de 20 à 350 KW et bénéficieront d'autres solutions sur mesure.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Visite du ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire

Le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire s'est rendu en Éthiopie le 22 juillet 2019 afin d'assurer un suivi de la visite du président de la République Emmanuel Macron en mars 2019, et notamment rappeler le soutien de la France aux réformes économiques entreprises par l'Éthiopie. Cette visite a été l'occasion pour Bruno Le Maire de rencontrer le Premier ministre Abiy Ahmed, son homologue Ahmed Shide et le PDG d'*Ethiopian Airlines* Tewolde GebreMariam. Les deux ministres des Finances ont également clôturé le premier comité de pilotage créé par la déclaration d'intention pour la promotion des investissements français en Éthiopie signée en mars dernier, au cours duquel l'environnement des affaires a été évoqué.

✉ Pierre.SENTENAC@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Arrestation du ministre des finances pour faits de corruption

Henry Rotich, Cabinet Secretary du *National Treasury* a été mis en examen avec 27 fonctionnaires par le procureur général, Noordin Haji (*Director of Public Prosecutions* ou DPP), dans l'affaire de la construction des barrages multifonctions de Kimwarer et d'Arror par la société italienne CMC-Di Ravenna. Alors que le montant du contrat était de 460 MUSD, le *National Treasury* avait contracté un prêt de 630 MUSD et d'importantes sommes avaient été débloquées sans que les infrastructures ne voient le jour. L'inculpation du ministre marque potentiellement un tournant dans la lutte contre la corruption affichée par le président, alors qu'il s'agit de la première mise en examen d'un ministre en exercice au Kenya pour de tels faits. Attendu mardi à Nairobi, le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, a renoncé à sa visite faute de pouvoir rencontrer son homologue.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Visite du président Museveni en Tanzanie**

Alors que les relations commerciales entre l'Ouganda et le Rwanda sont toujours dégradées depuis la fermeture du poste frontière de Gatuna en mars, cette visite symbolise la volonté de l'Ouganda de renforcer sa relation bilatérale avec la Tanzanie. Les présidents Museveni et Magufuli ont appelé les responsables du projet d'oléoduc Hoima-Tonga à résoudre les problématiques paralysant son avancée. La construction de ce pipeline de 1,445 km de long, coûtant 3,5Mds USD, permettrait d'acheminer 216 000 barils de pétrole brut par jour d'ici 2022. Museveni s'est également fait le chantre de la coopération économique régionale.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Bénin : adhésion du Bénin à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures

A l'issue du 4^{ème} conseil d'administration de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) organisé le 13 juillet dernier et pour la première fois en dehors du continent asiatique, à Luxembourg, la banque a autorisé l'adhésion du Bénin ainsi que celles du Rwanda et de Djibouti. L'AIIB, créée en janvier 2016 par la Chine, compte désormais 100 pays adhérents dont une douzaine de pays africains.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : poursuite de la politique de reforestation

Sur plus de 105 000 hectares de forêts détruites annuellement au Burkina Faso, seuls 10 500 hectares sont reboisés. Le ministre de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique a donc invité l'ensemble des acteurs à se mobiliser pour la nouvelle campagne de reboisement qui a démarrée le 1er juillet. L'objectif demandé auprès des ministères, du secteur privé et de la société civile est de mettre en terre plus de 10 millions de plants sur des sites sécurisés de reboisement.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : l'état d'urgence a été prolongé de six mois

L'état d'urgence, en vigueur depuis décembre 2018 dans plusieurs provinces du Burkina Faso, vient d'être prolongé de six mois par l'Assemblée nationale réunie en session extraordinaire. Le projet de loi afférant prend effet à compter du 13 juillet et sera valide jusqu'au 12 janvier 2020. L'état d'urgence concerne quatorze provinces situées dans sept régions (sur les treize que compte le pays), notamment les régions des Hauts-Bassins, de la boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, de l'Est, du Nord et du Sahel, en proie à des attaques djihadistes récurrentes et meurtrières.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : les recouvrements de la DGI en mai et juin 2019 dépassent les prévisions

Le nouveau Directeur général des Impôts (DGI), Moumouni Lougué, a fait le point des recouvrements de la DGI des mois de mai et de juin 2019. Il a indiqué que les montants mobilisés durant ces deux mois dépassent les prévisions, avec respectivement 113 M EUR en mai (soit un taux de réalisation de 112,8%) et 102 M EUR en juin (soit un taux de réalisation de 119,6%). Cette performance porte le taux de réalisation global du 2^{ème} trimestre à 96%, soit une mobilisation fiscale de 612 MEUR. Au total, la DGI aura mobilisé 888 MEUR de recettes sur le 1^{er} semestre, soit un taux de réalisation de 96,9%. Ce montant représente 67,8% de l'objectif annuel fixé à 1 310 M EUR.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : le FMI approuve la mise en place d'un nouvel Instrument de Coordination

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 15 juillet un accord sur un Instrument de coordination de la politique économique d'une durée de 18 mois afin de soutenir la mise en œuvre des réformes du Plan stratégique pour un développement soutenable. Les services du FMI notent que la situation macroéconomique du pays s'est améliorée ces dernières années. La croissance est prévue à 5% en 2019 et le déficit budgétaire à 2,2% du PIB. La mise en œuvre des réformes concernant les entreprises publiques déficitaires, notamment la privatisation de la compagnie aérienne, devrait diminuer le risque pesant sur les finances publiques. Le risque de surendettement extérieur et global est toujours jugé élevé.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le solde global de la balance des paiements est évalué à 803 M EUR en 2018

Selon la BCEAO, le solde global de la balance des paiements enregistre un excédent en hausse, passant de 192 M EUR en 2017 à 803 MEUR en 2018, soit une augmentation de plus de 300%. Ce montant était évalué à 76 M EUR en 2016. Les exportations continuent de croître, en particulier celles concernant les minerais tels que le zircon et le titane, dont le volume d'exportation est passé de 395 K EUR en 2013 à 125 M EUR en 2018. Les importations demeurent une préoccupation, notamment en ce qui concerne la facture pétrolière et les produits alimentaires. Le déficit courant se serait dégradé, passant de 3% du PIB en 2017 à 7,1% en 2018, principalement en raison des importations liées aux investissements publics.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : le Sénégal rembourse près de 18 Mds FCAF (27 M EUR) de dettes islamiques

L'Etat du Sénégal procédera le 26 juillet 2019 au paiement de la marge semestrielle et au remboursement partiel de son emprunt obligataire islamique dénommé « Sukuk » pour un montant de 18 Mds FCFA (27 M EUR). Le 20 juin 2016, le gouvernement du Sénégal avait procédé au lancement d'une obligation islamique sur le marché UEMOA. L'opération avait été structurée autour d'un fonds commun de titrisation de créances (FCTC) pour un montant global de 150 Mds FCFA (225 M EUR), couvrant la période 2016 – 2026, avec une marge de 6% à verser aux souscripteurs (le taux d'intérêt classique étant interdit par la loi islamique).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : une croissance de 9,1% prévue sur la période 2020-2022

Dans le cadre du débat d'orientation budgétaire (Dob) qui s'est tenu le 30 juin dernier, le ministre des Finances et du Budget a annoncé que le taux de croissance projeté dans le document de programmation budgétaire économique pluriannuelle (Dpbep) s'élevait à 9,1% en moyenne sur la période 2020-2022. L'inflation s'élèverait à 1,7% et le déficit budgétaire serait maintenu à 3% du PIB. Durant cette même période, un accent sera mis sur les cinq grandes priorités du gouvernement que sont (i) la jeunesse, (ii) la promotion économique et sociale des femmes, (iii) l'amélioration du cadre de vie et l'accès au logement, (iv) la préservation et la restauration des ressources environnementales et (v) la réforme de l'administration.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : la note souveraine B3 attribuée par l'agence Moody's

Après l'agence S&P – qui avait attribué la note B/B, perspectives stables – l'agence de notation Moody's a attribué au Togo la note B3 avec perspectives stables (catégorie « très spéculatif »). La publication de cette seconde notation s'inscrit dans la stratégie de l'Etat togolais d'améliorer sa visibilité à l'international. Le Togo s'apprête en effet à contracter fin 2019 des emprunts extérieurs au travers d'une syndication de 397 M EUR qui devrait être co-garantie par la BM et l'Assurance du Commerce en Afrique afin de reprofiler sa dette publique. Cette opération remplacera le projet d'émission d'un Eurobond de 500 M EUR initialement envisagé par les autorités.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : le Togo lance un plan sur 10 ans d'apurement des arriérés de paiements de la dette intérieure

L'Etat togolais prévoit d'étaler sur les 10 prochaines années le remboursement de 344 M EUR d'arriérés accumulés en dette intérieure, qui représentent 10,3% de l'encours de la dette publique totale. En 2019, ce sont 54 M EUR qui seront consacrés à ces remboursements (après 76 M EUR en 2017 et 99 M EUR en 2018). Les autorités prévoient également de veiller à la mise en place d'une réforme structurelle recommandée par le FMI, à savoir la mise en place d'un plan de trésorerie annuel qui soit conforme au plan de passation de marchés et aux engagements trimestriels, afin d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés et de poursuivre l'assainissement de ses finances publiques.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : visite du Ministre des finances aux douanes du port de Tema

Le ministre des Finances ghanéen Ken Ofori-Atta s'est rendu au Port de Tema pour visiter le service des douanes de façon inopinée. Cette visite marque la mobilisation du gouvernement contre la contrebande et la corruption. 20 douaniers dont les performances étaient jugées trop faibles ont été remplacés avec effet immédiat. Le ministre a déclaré que les revenus douaniers étaient 11% plus faibles que prévus. Au premier trimestre 2019 les recettes fiscales sont d'environ 10 Mds GHC (1,7 Mds EUR), soit 17% de moins que l'objectif de 12 Mds pour le trimestre. Le niveau de mobilisation fiscale du Ghana est ainsi de 13% du PIB, en dessous de la moyenne en Afrique subsaharienne (18%).

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : lancement des travaux d'amélioration de la rocade sud-est du boulevard Tansoba à Ouagadougou

Le 16 juillet 2019, le Chef d'Etat a procédé au lancement des travaux de réhabilitation de la rocade sud-est du boulevard de Tansoba à Ouagadougou (près de 7 km). D'un coût d'environ 45,7 M EUR, le financement de ce projet est un don du Japon (via l'Agence Japonaise de Coopération Internationale-JICA) à l'État burkinabè. Le maître d'ouvrage est le ministère burkinabè des Infrastructures. La mission de contrôle est assurée par le consultant japonais Ingerosec Corporation. Le contrat s'étale du 1er février 2019 au 31 décembre 2021 et le contractant est l'entreprise japonaise Dai Nippon Construction, qui a sous-traité la quasi-totalité des travaux au groupe français Sogea Satom.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : La modernisation de l'administration fiscale se poursuit

Dans le cadre du Projet de réformes intégrées du secteur public (PRISP), cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale, l'administration fiscale sera bientôt dotée du logiciel E-tax, pour permettre aux entreprises de déclarer leur impôt en ligne. La dématérialisation des procédures fiscales a un double enjeu : améliorer le climat des affaires au Congo-Brazzaville et sécuriser les recettes fiscales dont la mobilisation est entravée par des pratiques frauduleuses. L'E-tax va compléter le TADAT, dispositif d'évaluation de la performance de l'administration fiscale mis en place en février 2019 dans le cadre du PRISP.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burundi : Adoption de la nouvelle stratégie pays de la Banque Mondiale**

La nouvelle stratégie pays (*Country Partnership Framework*, CPF) de la Banque Mondiale pour le Burundi sur la période 2019-2023 a été adoptée à la mi-juillet 2019. Malgré la crise politique de 2015, la réélection du président P. Nkurunziza entraînant le retrait des principaux bailleurs, la Banque s'est maintenue prenant le parti d'éviter le « *stop and go* ». Son action dans les secteurs de la santé (maternité et infantile) et dans l'éducation primaire est primordiale, tant la situation sociale du pays est précaire, en particulier pour les femmes et les enfants. L'enveloppe financière est de 260 à 300 MUSD sur la période 2019-2021. Sur ce montant, 120 MUSD ont déjà été engagés, portant le total des engagements de la Banque au Burundi à 727 MUSD. Les fonds non décaissés s'élèvent à 448 MUSD à mai 2019. L'enveloppe pour la période 2021-2023 sera définie en 2021.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Augmentation de l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires de 60 à 70 ans**

Le Ministère de la fonction publique a présenté une proposition de réforme de l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires, passant de 60 à 70 ans. La décentralisation des services médicaux ainsi que l'introduction de contrats courts sont également prévues dans ce projet. Le ministre de la Santé veut prendre exemple sur le Chili et la Chine, dont l'âge de départ à la retraite a été progressivement élevé à 75 ans.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Nouvelles incitations aux investisseurs pharmaceutiques**

La ministre de la Santé, Mme Umy Mwalimu a présenté un nouveau plan pour attirer davantage d'investisseurs dans le secteur pharmaceutique. Ce plan porte de 15 à 25 % la préférence de prix accordée aux fournitures médicales fabriquées sur place. Cela signifie que si un médicament produit localement est vendu à 0,05 USD et le produit importé à 0,04 USD, le gouvernement choisira le produit tanzanien afin de promouvoir l'industrie locale. La Tanzanie importe entre 85 et 90 % des fournitures médicales. Les achats annuels de produits pharmaceutiques ont augmenté de 20% pour atteindre 1 Mds USD en 2018-2019.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : l'Inde prête 100 M USD pour le déploiement de relais télécom à énergie solaire en zone rurale

La Banque d'import-export indienne a accordé une facilité de crédit d'un montant de 100 M USD à l'Etat nigérian. Le financement permettra d'accélérer le déploiement de sites de téléphonie mobile à énergie solaire en zone rurale. 1 000 sites seront ainsi installés dans l'arrière-pays. Le projet qui démarrera par l'Etat d'Oyo devrait durer 12 mois. Pour rappel, le projet s'inscrit dans le plan de développement du haut-débit défini en 2013 sous la présidence de Goodluck Jonathan et qui devait prendre fin en 2018. En 2014, l'Eximbank indienne avait déjà accordé une ligne de crédit de 100 M USD au Nigeria pour financer plusieurs infrastructures électriques.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : la Banque mondiale octroie 19 MUSD pour renforcer la gestion des finances publiques

La Banque mondiale a approuvé le 16 juillet le versement d'une subvention de 19 MUSD de l'International Development Association (IDA) en faveur de l'Etat libérien, pour améliorer la mobilisation des revenus et renforcer les contrôles dans la gestion des finances publiques. Ce financement s'inscrit dans un programme plus large de renforcement des capacités institutionnelles et de réformes de la gestion de finances publiques. Ce projet visant notamment à élargir la collecte fiscale aura pour objectif de préparer l'instauration de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, pour remplacer l'actuel mécanisme, le General Sales Tax.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : préparation du programme-pays pour le Fonds vert pour le Climat avec les PME

Mécanisme financier rattaché à l'ONU, le Fonds vert pour le climat (FVC) a été créé afin de soutenir les efforts des pays pour lutter contre les changements climatiques. Actuellement, l'Etat Ivoirien élabore son programme, espérant ainsi mobiliser jusqu'à 600 M FCFA (920 K EUR) via ce fonds. C'est dans ce cadre que le ministère de l'Environnement et du Développement Durable a organisé un atelier de consultation avec des PME pour l'identification de leurs priorités d'investissement afin de les impliquer dans l'élaboration du programme-pays. Le FVC a déjà octroyé 1,4 Md FCFA (2,1 M EUR) en février 2019 à la Côte d'Ivoire.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : le nouveau siège du Parlement offert par la Chine

Le président de la Commission aménagement du territoire et des transports de l'Assemblée nationale guinéenne et le conseiller économique de l'Ambassade de Chine ont visité, le 11 juillet 2019, le site devant abriter le nouveau siège du Parlement guinéen. L'infrastructure sera financée par un don de la Chine et sera dotée d'un hémicycle d'une capacité de 200 députés (contre 114 dans l'actuel parlement).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : signature de 4 accords financement avec la BM pour un montant total de 221,2 M EUR

Le Mali et la BM ont signé, vendredi 12 juillet 2019, 4 accords de financement pour un montant total de 221,2 M EUR (150 M EUR en prêts, 71,19 M EUR en dons). Le 1^{er} accord (27,61 M EUR) est relatif au projet de renforcement de la résilience climatique au Mali (Hydromet). Le 2^{ème} (133,5 M EUR, dont 25 M EUR de dons) concerne l'amélioration du secteur de l'électricité au Mali (PASEM). Le 3^{ème} (44,5 M EUR) porte sur le déploiement de ressources de l'Etat pour l'amélioration des services et le dernier accord (35,62 M EUR) sur la gouvernance du secteur des mines. Selon la BM, la mise en œuvre rapide de ces financements permettrait d'atteindre les objectifs fixés au profit des populations maliennes.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : don de l'AFD et de l'UE

Dans le cadre de l'Alliance du Sahel, l'AFD et l'Union européenne viennent de mobiliser en commun un don de 12 M EUR en faveur de la Mauritanie pour financer des investissements dans le domaine de l'énergie pour un développement durable des zones rurales.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : signature de 2 conventions de financement avec l'AFD

Le Niger et l'AFD ont procédé à la signature de conventions de financement le 16 juillet dernier. La 1^{ère} convention, d'un montant de 9,9 M EUR, est un appui budgétaire global sous forme de don au titre de l'année 2019. La 2^{ème} convention finance, sous forme de subvention, un appui technique à l'Agence nationale pour la société de l'information (ANSI), à hauteur de 700 000 EUR. En effet, pour répondre aux enjeux de la transition numérique, l'ANSI avait fait part à l'AFD de besoins d'appuis à court-terme, visant le renforcement de capacité de pilotage des projets numériques de l'État, et de son souhait de bénéficier de l'expertise publique française en la matière.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Niger : la Maison de la presse du Niger rénovée par la Turquie

Le ministre nigérien de la Communication a réceptionné, le 13 juillet à Niamey, des mains de l'ambassadeur de Turquie au Niger, les clés de la Maison de presse du Niger, rénovée grâce à l'Agence de coopération de la Turquie (TIKA). Le ministre a profité de cet événement pour exprimer la gratitude des autorités nigériennes envers la Turquie qui a grandement contribué à la réussite du récent Sommet de l'Union africaine, notamment à travers la construction d'un hôtel 5 étoiles, la rénovation du Palais des Congrès et la réhabilitation de l'aéroport international Diori Hamani de Niamey.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Sénégal : la Belgique investit 45 M EUR pour la promotion de l'entrepreneuriat et la santé de la reproduction

Le ministre de l'Economie et le chargé d'affaires de l'Ambassade de Belgique au Sénégal, ont procédé le 15 juillet à la signature d'une convention relative à un nouveau programme de coopération au développement (2019-2023) concernant les régions de Kaolack, Fatick et Kaffrine (45 M EUR). Il comporte 3 volets (i) la promotion de l'entrepreneuriat et de la création d'emplois durable à travers l'appui pour une infrastructure agroindustrielle moderne et le renforcement du capital financier, technique et humain des entreprises, (ii) la santé de la reproduction pour et (iii) le renforcement des compétences avec une intervention qui porte sur les formations, les études et les expertises.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : projet de valorisation des eaux pour le développement des chaînes de valeurs agricoles

La Banque africaine de développement a accordé un prêt de 87,6 M EUR au gouvernement sénégalais pour la mise en œuvre son projet de valorisation des eaux pour le développement de chaînes de valeurs (PROVALE-CV). Ce projet s'inscrit dans le Programme national de développement de la petite irrigation locale au Sénégal. Son objectif est d'augmenter durablement les productions agricoles, les emplois et les revenus en milieu rural à travers la mobilisation des eaux de surface ou souterraines sur plus de 12 000 ha de terres agricoles. Il est également financé par le Fonds chinois African Growing Together Fund à hauteur de 26,8 M EUR, ainsi que par le Fonds de l'OPEP et par le FIDA.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Le Conseil d'administration du FMI approuve le décaissement de 76,2 M USD (environ 45 Mds FCFA)

Le conseil d'administration du FMI a validé le 17 juillet 2019, la 4e revue du programme appuyé par une facilité élargie de crédit (FEC), conduit par le Fonds au Cameroun. La conclusion de cette revue permet le décaissement de 76,2 M USD. A ce jour, le Cameroun a encaissé 514,5 M USD au titre de la FEC 2017-2020, soit 77% de l'enveloppe globale.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : Une délégation du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) en mission au Cameroun du 20 au 27 juillet 2019**

Cette mission du FIDA a pour but d'apprécier l'expertise camerounaise en matière d'élaboration des politiques publiques et de mise en œuvre des projets de développement dans le domaine agricole. Le FIDA a récemment accordé au Cameroun une enveloppe de 139,1 Mds FCFA pour le financement de projets agricoles dans le pays ceci dans le cadre d'un nouveau programme 2019-2024.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Congo-Brazzaville devrait bénéficier d'un appui budgétaire de plus de 780 Mds FCFA sur trois ans**

Suite à la signature le 11 juillet de l'accord entre le Congo-Brazzaville et le FMI, le Premier ministre Clément Mouamba a annoncé une mobilisation des financements extérieurs de plus de 780 Mds FCFA sur les trois prochaines années. En complément du prêt de 448,6 M USD approuvé par le FMI, la BAD, la Banque mondiale et la France devraient respectivement octroyer au Congo-Brazzaville des financements de l'ordre de 262 Mds (446 M USD), 171 Mds (291 M USD) et 89 Mds FCFA (151 M USD). Les premiers décaissements devraient servir, prioritairement, aux projets d'infrastructures (hôpitaux, écoles, accès à l'eau et l'électricité) et aux projets sociaux, à l'instar du programme de filets sociaux Lisungui.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Les entreprises publiques sous le coup des réformes structurelles**

La Banque Mondiale devrait octroyer 40M USD à l'Etat congolais au titre de son projet PRISP de réformes intégrées du service public en faveur d'une meilleure gestion des finances publiques, en lien avec le Plan national de développement 2018-2022. Outre le redressement des finances publiques, le défi majeur du gouvernement est de restructurer et assainir la gestion des entreprises publiques durant les 3 prochaines années. En conséquence, ces dernières seront englobées dans le système électronique de protection des flux financiers de l'État, à commencer par le CFCO (chemin de fer), le Port autonome de Brazzaville et la SOPECO (Postes et épargne) dont la situation financière reste très dégradée.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : Erratum**

Le rééchelonnement du prêt portant sur la partie djiboutienne du chemin de fer Djibouti-Addis Abeba a permis une baisse du taux prêteur, équivalent désormais au taux LIBOR à 6 mois de 210 points de base contre 400 initialement et non l'inverse (tel que mentionné dans les Brèves du 10 au 16 Juillet).

✉ marion.cochet@diplomatie.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tanzanie : Baisse significatif des recettes d'exportation des produits agricoles

Les récentes données de la banque centrale tanzanienne (BoT) ont indiqué que, les recettes d'exportation des produits agricoles tanzaniens ont atteint en 2018/2019, 554,1 MUSD, soit un peu moins de la moitié de la valeur enregistrée un an plus tôt (1,2 Mds USD). D'après l'institution financière, cette chute est attribuable à la mauvaise performance des expéditions de thé et de girofle, ainsi qu'au retard dans les exportations de noix de cajou. Cette dernière situation s'explique par le fait que le gouvernement peine à trouver des clients pour le stock de la matière première collectée auprès des exploitants depuis novembre dernier. L'agriculture compte pour 30 % du PIB de la Tanzanie.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : l'America Finance Corporation va investir 100 M USD dans le projet pétrolier de Aker à Cape Three Points

L'America Finance Corporation va participer à hauteur de 100 M USD, sous forme d'obligations convertibles, et s'est engagé à participer à d'autres levées de fonds complémentaires, pour le développement du bloc Deepwater Tano Cape Three Points (DWTCTP) comprenant plusieurs champs pétroliers, par le groupe norvégien Aker. Le bloc DTCTP est détenu par Aker Energy à 50%, le russe Lukoil à 38%, l'entreprise publique Ghana National Petroleum Corporation avec une participation de 10% et le ghanéen Fueltrade à 2%. Le bloc DWTCTP est compris dans le champ off-shore de Pecan qui contient environ 334 millions de barils de réserves de pétrole.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la France débloque 600 M FCFA pour promouvoir les bonnes pratiques dans l'exploitation minière artisanale

L'ambassadeur de France et le ministre burkinabè des Mines ont signé, le 16 juillet, une convention de financement du projet Appui à l'encadrement du secteur aurifère artisanal qui sera exécuté par l'Agence nationale d'encadrement des exploitations minières artisanales. Financé à hauteur de 600 M FCFA (environ 1 M EUR) par l'ambassade de France sur deux ans, ce projet doit permettre de promouvoir les bonnes pratiques dans l'exploitation minière artisanale, tout en minimisant ses impacts négatifs. Avant la mise à l'échelle du projet sur l'ensemble des 800 sites d'exploitation minière que compte le Burkina Faso, le projet sera exécuté sur deux sites pilotes.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : le premier lingot de la mine de Sanbrado attendu au 3^{ème} trimestre 2020**

Le groupe minier australien West African Resources Ltd a annoncé, le 10 juillet 2019, que les travaux de construction de la mine de Sanbrado, située dans la Région Centre à environ 90 km à l'est-sud-est d'Ouagadougou, respectent le budget et le calendrier initiaux. Les travaux sont actuellement achevés à 45%. Le premier lingot d'or devrait être coulé au 3^{ème} trimestre 2020, avec une production annuelle estimée à environ 7,3 tonnes. La mine sera exploitée par la Société des Mines de Sanbrado (SOMISA).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : levée de la suspension des ventes de la récolte 2020/2021**

Le Ghana et la Côte d'Ivoire, face à l'échec des négociations sur la fixation d'un prix plancher de 2 700 USD la tonne de cacao, avaient décidé de suspendre les ventes de la récolte 2020/2021. Les deux pays avaient annoncé qu'ils vendraient leurs fèves de cacao avec une « prime destinée à soutenir le revenu des producteurs » dès que les cours internationaux descendront en dessous d'un niveau plancher, cette compensation allant jusqu'à 400 USD/tonne. La suspension a été levée le 15 juillet dernier, les fèves de la récolte 2020/2021 seront donc vendues selon ce mécanisme de compensation qui devrait garantir pour cette saison un prix de vente proche de 2 700 USD la tonne et des revenus décents pour les producteurs.

✉ baptiste.palu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le pays signe des contrats d'exploration avec Total et Eni**

Le ministre ivoirien du Pétrole, de l'Energie et des Energies renouvelables a annoncé, le 15 juillet dernier, la signature de quatre contrats avec le groupe français Total et le groupe italien Eni pour l'exploration de 4 blocs pétroliers au large des côtes ivoiriennes. Les deux groupes investiront 164 M EUR. Plusieurs sociétés internationales comme Total ou le groupe britannique Tullow Oil ont annoncé des découvertes importantes de gisement pétrolier dans la région ces dernières années. Pour rappel, la Côte d'Ivoire produit actuellement 40 000 barils par jour et a révisé son code pétrolier en 2015 pour attirer de nouveaux investisseurs.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : appel d'offres pour l'attribution de droit minier sur le gisement de Simandou**

Le président guinéen vient de lancer la procédure d'appel d'offres relative à l'attribution de droit minier sur l'important gisement de minerai de fer situé sur les blocs I et II de Simandou (régions de Nzérékoré et Kankan). Le gisement de fer concerné par cet appel d'offres couvre une superficie de 369 km². En outre, une convention sur les infrastructures sera signée avec l'adjudicataire car l'exploitation du gisement nécessite des infrastructures de transport. Le dossier d'appel d'offres et les conditions de participation sont disponibles au Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM).

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : expansion et diversification du portefeuille minier de la SOGUIPAMI**

La Société publique guinéenne du patrimoine minier (SOGUIPAMI) a annoncé, le 16 juillet dernier, l'expansion et la diversification de son portefeuille minier. Celui-ci comprend désormais : (i) deux permis d'Or (Nyagassola, Siguiri), (ii) un permis d'exploration de pierres précieuses, notamment le Diamant (Kérouané), (iii) un permis d'exploration de Manganèse (zone Conakry), (iv) un permis de recherche promotionnel sur les métaux de base (nickel, cobalt, scandium). Depuis quelques années, la société tente d'orienter ses projets de développement vers des métaux (graphite, nickel, lithium, manganèse, cobalt) qui entrent dans la fabrication de batterie sur le marché très porteur des véhicules électriques.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : ratification d'un accord avec la Norvège pour la construction d'une centrale solaire**

Ce projet de construction d'une centrale solaire de 33 MW à Ségou, qui vient d'être ratifié en présence du Premier ministre et son homologue norvégienne, s'inscrit dans le programme national d'électrification et représente un investissement de 48,4 M EUR. Le projet est piloté par le consortium Ségou Solaire SA comprenant trois partenaires (Norvégien Scatec Solar à 51%, fonds d'investissements IFC Infraventure à 30% et développeur local Africa Power à 19%). Il bénéficie notamment du soutien du programme SREP de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables (BAfD 20 M EUR). Les tarifs d'achat de l'électricité sont fixés dans le contrat signé avec Energie du Mali (EDM SA) en juillet 2015.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Petronas octroie à la compagnie britannique Expro le contrat de mise hors service du champ pétrolier Chinguetti II**

Il s'agit d'un contrat de fourniture d'un système d'élévateur d'intervention (IRS) pour le bouchage et l'abandon de Chinguetti II, la deuxième phase de production du champ de Chinguetti. Le montant du contrat est de 16 M USD, sur un an. Le groupe IRS assurera le contrôle des puits pendant le processus de fermeture et d'abandon. Expro sera également soutenue par la société américaine Worldwide Oilfield Machine dans l'exécution de ce contrat.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Côte d'Ivoire : la filiale ivoirienne de la BGFI double son capital, à 30,5 M EUR

Cette décision avait été prise au terme de l'Assemblée générale extraordinaire du groupe tenue le 5 novembre 2018. Elle vise à renforcer la solidité de la filiale afin de lui permettre de consolider ses acquis et d'étendre ses activités dans le cadre de son plan stratégique 2018-2020. BGFI est un groupe bancaire panafricain dont le siège se trouve au Gabon. La filiale ivoirienne a débuté ses activités en 2012. L'établissement a affiché un total bilan de 334 Mds FCFA (509,2 M EUR) en 2017 (+15% en glissement annuel), soit le 9ème plus élevé du marché bancaire ivoirien. Son résultat net était ressorti à 5,5 Mds FCFA (8,4 M EUR), soit une hausse de 35% par rapport à 2016.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : inauguration d'une agence Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI) dédiée aux PME

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME a inauguré la « Maison de la promotion des moyennes entreprises ». Fondée par la Société Générale Côte d'Ivoire (SGCI), cette agence spécialisée a pour objectif de favoriser l'émergence d'un tissu de PME ivoiriennes par la mise à disposition de produits financiers adaptés. La Société Générale active ainsi son plan d'engagement de 350 Mds FCFA (538 M EUR) pour le développement des PME dans le pays. Selon le gouvernement en 2015, les PME représentaient 98 % du tissu économique formel, 20 % de la richesse nationale, 12 % de l'investissement et employaient 23 % de la population active.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement de la 1^{ère} édition de la « journée de l'Épargnant »

Le Trésor public a procédé, ce 16 juillet, au lancement de la 1^{ère} « journée de l'Épargnant » à Abidjan. Cette initiative s'inscrit dans l'axe II du Plan stratégique de développement 2016-2020 du Trésor public, visant à accroître les capacités de financement de l'État. Lors de cette 1^{ère} édition, des bons et obligations du Trésor ont été présentés aux populations de la commune d'Adjamé. Les bons présentés ont des maturités comprises entre 3 et 12 mois, assorties de taux d'intérêts de 3,75% à 5%. Les obligations ont des maturités de 3 et 5 ans avec un taux d'intérêt respectivement de 7,25% et 8,25% l'an. Selon l'Agence Comptable Centrale des Dépôts, l'ensemble de ces titres sont garantis à 100% par l'État.

✉ alpha.ly@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : accord de coopération entre la Turquie et la Côte d'Ivoire dans le domaine du logement social**

Lors de la visite du ministre ivoirien de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme en Turquie auprès du ministre de l'Environnement et de l'Urbanisme, un mémorandum d'accord entre les deux pays a été signé. Cette entente porte sur le domaine de la construction de logements sociaux et permettra aux deux pays de partager leurs connaissances et leurs expertises dans l'élaboration de modèles financiers adaptés à la mise en œuvre de programmes dans ce domaine. De cette coopération devrait, également, naître une Agence nationale de l'Habitat en Côte d'Ivoire. Inspirée par l'agence publique turque Toki, cette structure sera en charge du développement du secteur de l'immobilier.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : signature d'un accord entre le Fonds saoudien de développement (FSD) et la banque BMS**

L'accord porte sur l'ouverture d'une ligne de crédit de 3 M USD, destinée au renforcement de la coopération financière entre la BMS et les institutions financières Saoudiennes. Il a pour objectif de faciliter les importations de biens et services d'Arabie Saoudite pour les opérateurs mauritaniens. Pour rappel, le capital de la BMS a connu plusieurs augmentations ces dernières années, pour atteindre 1,2 Mds MRU (29 M EUR).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Guinée équatoriale et le Rwanda explorent les possibilités de coopération dans le secteur des NTIC**

Cette coopération prendrait la forme d'une assistance technique rwandaise au secteur des télécommunications de la Guinée Equatoriale et serait axée sur les domaines suivants : l'amélioration de la réglementation, la sensibilisation et l'amélioration des compétences dans le domaine des nouvelles technologies, ainsi que l'intégration des NTIC dans le système éducatif comme outil de transmission des contenus.

Au cours de cette réunion, les deux parties ont convenu de former un comité conjoint qui serait chargé de rédiger un accord-cadre de coopération détaillant les domaines spécifiques de collaboration entre les deux parties.

✉ arthur.berthet@diplomatie.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : CANAL + acquiert IROKO PARTNERS

CANAL+ a fait l'acquisition des activités de production, de distribution de contenus et d'édition de chaînes de la société IROKO PARTNERS au Nigéria. Canal + était déjà actionnaire à 20% d'IROKOTV depuis 2015 et achetait jusque-là un pack de 175 films par an à ses studios ROK pour une diffusion sur ses propres chaînes, NollywoodTV et NollywoodTV Epic. L'acquisition récemment officialisée concerne (i) l'entité ROK Studios, le premier producteur au Nigéria de films et séries, (ii) la distribution de contenus Nollywood propriétaires et tiers dans le monde entier, et (iii) l'édition et la distribution de 4 chaînes diffusées en Afrique anglophone ainsi qu'au Royaume-Uni via l'opérateur Sky.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la Société Générale Cameroun lance « la Maison de la PME »

Achille Bassilekin, ministre des PME, a officiellement inauguré le 18 juillet 2019 à Douala la « maison de la PME ». Cette dernière offre de la Société Générale a pour but d'accompagner les PME dans le conseil et la stratégie, afin de leur faciliter l'accès aux financements. La « maison de la PME », une déclinaison du programme « Grow with Africa » lancé en Novembre 2018 au Sénégal par le groupe Société Générale, entend booster le développement de la PME en Afrique.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Le Groupe Bernard Hayot rachète la Société Malgache de Magasins

Le Groupe Bernard Hayot (GBH) a annoncé ce 22 juillet l'acquisition des activités du groupe Vindémia, filiale du groupe Casino qui contrôle par ailleurs la Société Malgache de Magasins (S2M). Le coût de cession de Vindémia, n°1 de la grande distribution dans l'Océan Indien, s'élève à 216 MEUR. Cette acquisition conforte la 1ère place de GBH dans le classement des entreprises de l'Océan Indien, mais reste soumise à l'autorisation des autorités de concurrence compétentes et la consultation des représentants du personnel. S2M a réalisé 43,6 MEUR de chiffres d'affaires en 2017 selon Eco Austral. Elle compte trois hypermarchés Jumbo Score, neuf supermarchés Score et une quarantaine de magasins Supermaki à Madagascar.

✉ Eric.NOITAKIS@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : 3^{ème} édition du Forum de la diaspora

La 3^{ème} édition du Forum de la diaspora ivoirienne était organisée à Abidjan les 15 et 16 juillet. Ce forum s'inscrit dans la stratégie du gouvernement d'inciter sa diaspora à investir dans le pays et d'accompagner sa réinsertion en cas de retour. Selon le Premier ministre, les envois de fonds de la diaspora sont estimés à 380 M USD en 2017, soit 30% de plus que l'aide publique au développement. Ces rencontres ont été marquées par la signature d'une convention entre la Côte d'Ivoire et le Fonds de Solidarité Africain sur la mise en place d'un mécanisme d'appui à la création d'entreprises par les Ivoiriens de l'extérieur. Pour rappel, la diaspora ivoirienne est estimée à 1,2 million de personnes, soit 5,4% de la population du pays.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

